© Luxemburger Wort

La ruée vers l'Europe

Crise migratoire: un entretien avec Stephen Smith

INTERVIEW: LAURENCE D'HONDT

Stephen Smith, journaliste, écrivain et chercheur, porte un regard regard original sur ce qu'il est convenu d'appeler la «crise migratoire». Son analyse tient compte du poids de la démographie sur une Afrique que les jeunes quittent en grand nombre, mais il réfute toute fatalité face à ce phénomène. L'Afrique perd ses forces vives, mais l'Europe ne sait compenser son désir d'enfants par un désir d'accueillir. Rencontre avec un auteur à contre-courant.

Vous affirmez que le «co-développement» encourage les Africains à partir de l'Afrique. Cela ne revient-il pas à dire que l'Europe n'a pas intérêt à aider le continent noir?

Non, parce que plus rapidement l'Afrique accède à une vraie prospérité, plus vite les flux migratoires vont se tarir. Cependant, dans un premier temps, l'aide au développement déracine. Car ce sont ceux qui s'en sortent – les membres de la classe moyenne émergente – qui partent. Ils en ont les moyens, contrairement aux pauvres qui ne peuvent quitter leur village ou bidonville; ils en ont aussi envie, contrairement aux plus riches qui vivent, très bien, sur place. Donc, à court et à moyen terme, les bonnes nouvelles économiques depuis l'Afrique sont de mauvais migratoires pour l'Europe. Mais il serait aberrant d'en conclure que l'Afrique doit rester sous-développée. Au contraire, il faut qu'elle «décolle» pour que ses habitants les plus entreprenants ne soient plus obligés de chercher une meilleure vie ailleurs. Ils ne demanderont pas mieux qu'à rester dans leur pays quand ce sera décemment possible. Migrer, vivre parmi des étrangers n'est pas une partie de plaisir.

Vous estimez que l'arrivée de migrants en Europe n'y inversera pas nécessairement le ratio entre actifs et non-actifs. Le Vieux continent peut-il se passer d'immigration?

Parfaitement, pour trois raisons majeures. D'abord, les inactifs ne sont pas seulement les retraités mais aussi les enfants mineurs. Tous deux dépendent des cotisations de ceux qui travaillent. Or, les familles africaines sont, en moyenne, plus nombreuses. Donc, il faut soigner, éduquer et former plus d'enfants, et le fameux ratio n'y gagne rien: pour un immigré actif qui cotise, il y a plusieurs enfants qui coûtent. Ensuite, même à supposer que le futur marché du travail offre plus d'emplois malgré l'automatisation renforcée par l'intelligence artificielle, les gains prodigieux de longévité suffiront amplement à y pourvoir. La durée de la retraite a triplé depuis l'instauration du régime à cotisations. Il y a là un gisement de main d'œuvre qualifiée d'autant plus important que beaucoup de retraités désirent rester actifs. Enfin, qui peut soutenir qu'il existe un «échange standard» démographique, qu'il faut faire venir des Africains comme «chair à retraite» en les considérant comme des «bras» ou des «cerveaux» alors qu'ils aspirent légitimement au bonheur intégral dans leur pays d'accueil?

Y a-t-il des pays africains qui font face à leur défi démographique?

A de rarissimes exceptions près, comme l'île Maurice, la réponse est non. Cela peut se comprendre, du moins en partie. L'Afrique était historiquement sous-peuplée. En 1930, ce continent six fois plus vaste que l'Europe de l'Ouest comptait seulement 150 millions d'habitants alors qu'aujourd'hui il en compte 650 millions. Aucun pouvoir africain n'a voulu porter le message que la richesse nationale se divisait par le nombre d'habitants. Les progrès très réels que l'Afrique a accomplis se sont noyés dans la masse toujours plus grande de sa population. Par exemple, on n'a cessé d'électrifier le continent mais la moitié des Africains est toujours sans courant parce que, depuis 1960, la population a quadruplé.

Comment l'Europe et l'Afrique peuvent-elles relever

l'immense défi migratoire que vous annoncez dans votre livre?

Ce ne sera possible qu'ensemble, en étroite concertation. Il faudra sortir de la mystification métaphorique selon laquelle la rencontre entre la jeune Afrique et le Vieux continent est du «gagnantgagnant». C'est le contraire. L'Afrique perd ses forces vives, et ce ne sont pas leurs transferts d'argent depuis l'Europe – une autre «rente», tout aussi néfaste que celle du pétrole ou de l'aide extérieure versée à des « pays amis » – qui vont compenser cette perte. Et l'Europe a tort de penser que «l'envie d'accueillir» peut se substituer à l'envie d'avoir des enfants; l'accueil requiert des efforts, du migrant mais aussi de la société dans laquelle le nouveau-venu doit trouver sa place. L'Afrique mine son avenir en exportant sa jeunesse, comme si celle-ci était «de trop». Et l'Europe devra cesser de voir l'immigrant comme «l'homme sans qualités» de Robert Musil, du matériau humain à modeler à sa guise. Le migrant vient avec son bagage et la société d'accueil a ses habitudes. Les deux ne s'entendent pas par enchantement.

Voyez-vous une solution?

Elle aura un prix: le coût des opportunités manquées pendant des décennies d'irresponsabilité et d'inaction. Il s'y ajoutera l'inertie des pyramides d'âges — elles ne se mettront pas à bouger de sitôt, à la suite de quelques ajustements politiques. L'Afrique devra changer de cap en assumant une vraie politique de planning familial. En attendant que celle-ci produise des effets, l'Europe devra aider son voisin autrement qu'en le subventionnant tout en drainant ses ressources humaines. Par exemple, elle pourrait faciliter une «migration de circulation». En effet, pourquoi ne pas accorder des visas temporaires – de deux, trois ou cinq ans – à un certain nombre d'Africains de diverses nationalités qui viendraient alors en toute sécurité mais devraient repartir à l'échéance fixée pour permettre à des compatriotes de venir à leur tour? La venue des migrants, comme leur départ, deviendrait alors une affaire de solidarité euro-africaine. En revanche, une «forteresse Europe» ou une «Eurafrique» fusionnelle n'est ni réaliste ni souhaitable. Entre l'égoïsme des nantis, qui veulent verrouiller les frontières, et

l'angélisme humaniste, qui rêve de lever toutes les barrières, il y a une voie à trouver.

Luxemburger Wort vom Freitag, 20. Juli 2018, Seite 5